

Emmanuelle Bonerandi, Marie-Christine Doceul, Yann Calbérac  
2 mai 2002

Le Bellecour, 2 mai 2002

## **Le renouveau du local en Géographie**

C'est au Bellecour que les habitués des cafés géographiques lyonnais se sont à nouveau retrouvés jeudi 2 mai 2002, pour le dernier rendez-vous de la saison 2001/2002. Au programme, Le renouveau du local en géographie. Pour nous en parler, une spécialiste de l'aménagement et des élus locaux : Emmanuelle Bonerandi, maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure Lettres & Sciences Humaines (Lyon), auteur d'une thèse portant sur *Les espaces ruraux en crise et le rôle des élus locaux, l'exemple de la Thiérache* (Université Paris I, 1999), ainsi que du dernier volume (tome 14) de l'Atlas de France Reclus portant sur *l'Aménagement du Territoire* (en collaboration avec Yves Guermond et Thérèse Saint-Julien).

Emmanuelle Bonerandi prend à son tour la parole et remercie le public présent. D'emblée, elle remet en cause le titre (dont elle n'est pas responsable...) donné à ce café-géo. En effet, le renouveau n'est pas à ses yeux l'interrogation la plus pertinente sur le sujet, et elle préfère envisager le local sous un autre angle : quel est l'intérêt d'une approche locale en géographie ? Quel sens cela a-t-il de parler d'approche locale en géographie ? Sans doute fallait-il entendre par renouveau l'inscription du local dans l'histoire de la géographie... En effet, le local pourrait renvoyer à l'étude de petits espaces par l'Ecole française de géographie, dans la lignée de Vidal de La Blache, mais on parlait alors de géographie régionale, voire de « monographie régionale ». Dans les années 1960 et 1970, la monographie régionale est remise en cause par l'essor de la géographie générale (qui s'attache à des thématiques analysées sans relation directe au lieu), et surtout de la géographie quantitative et de l'analyse systémique à la manière de Roger Brunet. C'est dans les années 1980 et 1990 que l'on se remet à parler du local, mais dans un sens alors très différent de celui de l'Ecole vidalienne. De quoi parle-t-on alors ? Comment appréhender le local en géographie ? A quoi s'intéresse-t-on lorsqu'on mène une approche locale ? Peut-on définir un paradigme géographique du local, c'est-à-dire un cadre de questionnement et de raisonnement spécifique en géographie, et, plus largement en sciences humaines et sociales ?

Le terme local est un terme polysémique, qui peut être explicité par quatre entrées :

- 1 - Le local comme échelle ;
- 2 - Le local comme niveau d'observation et d'analyse privilégié ;
- 3 - Le local comme pratique, qui renvoie à la géographie appliquée et à l'aménagement ;
- 4 - Le local comme idéologie. Mais pour compliquer le tout, des interactions entre les différents sens interviennent...

1 - Avant tout, le local est donc une échelle qui renvoie au lieu et à la localisation. Parler ainsi de lieu n'est pas forcément le plus pertinent, sauf si c'est un moyen de mettre en évidence le plus petit dénominateur commun de l'espace, ainsi que l'idée d'appropriation et d'enracinement. Encore que, pour ce qui est de l'appropriation, on lui préfère le terme souvent galvaudé de territoire. Cela suggère une certaine permanence et une certaine stabilité. Dans ces conditions, le local, par opposition à la ségrégation et au nomadisme, forme un territoire

d'appartenance : « être de quelque part », sans forcément entraîner la définition d'une échelle locale. Le local se limite alors à une proximité immédiate, à l'espace du cognitif, de ce qui est connu, vécu et pratiqué quotidiennement. On peut alors, dans ce cadre de pensée, chercher à préserver les racines, ce qui explique le souci de préserver le patrimoine, qu'il s'agisse d'une vieille usine désaffectée ou d'un pigeonnier. Cette conception s'inscrit dans certains courants régionalistes et localistes. C'est une des orientations que l'on peut assigner aux lois Pasqua et Voynet qui fixent l'organisation des « pays » : là encore, on cherche à développer un ancrage, une identité et une patrimonialisation locaux. Ce local peut être défini comme « hérité ».

2 - Le local est aussi un niveau d'observation et d'analyse des relations sociales et socio-spatiales : on débouche sur l'articulation société/espace, comme l'a fait Guy Di Méo qui parle de « formation socio-spatiale ». Dans cette acception, on peut faire là encore deux interprétations du terme :

- Une interprétation de base consisterait à s'approcher du niveau le plus fin de l'observation, afin de procéder à des regroupements, des comparaisons... C'est sur ces fondements que repose également l'analyse statistique : on cherche, dans une problématique donnée, la variable la plus fine, sur la maille la plus fine ; cela permet ensuite de procéder à des agrégations et à des jeux d'échelles pour mettre en valeur l'originalité du terrain retenu.
- On peut aussi en faire une position, voire une méthodologie de recherche : cela permet de penser la complexité des rapports des hommes et des groupes sociaux à l'espace. Le local représenterait alors la plus petite échelle dont la substance est la société. Cela permet d'analyser la dimension spatiale des relations sociales. C'est ce qu'ont fait, par exemple, Michel Lussault avec l'articulation réel/idéal et Armand Frémont avec l'espace vécu. Une telle approche nécessite une méthodologie particulière, qui passe par une indispensable approche du terrain. Ainsi, le géographe qui s'intéresse aux déplacements domicile/travail peut utiliser les statistiques fournies par l'INSEE dans le fichier Mirabelle et mener ensuite une approche sur des bases quantitatives : il peut ainsi décrire les flux, les quantifier... En revanche, s'il veut analyser la manière dont les populations vivent leurs déplacements et expliquer les choix qui ont déterminé leur lieu d'habitation et d'emploi, il doit obligatoirement recourir à des enquêtes au cours desquelles il va rencontrer directement les populations concernées et leur donner la parole. Bien qu'elle s'intéresse encore plus au groupe qu'à l'individu, cette approche n'est pas admise par toute la communauté des géographes ; certains la refusent catégoriquement sous le prétexte qu'elle s'apparente trop à la sociologie. Pour eux la méthodologie retenue est bancale. L'analyse de discours reste peu « scientifique », trop anecdotique, et surtout difficilement généralisable, entachée de particularismes.

Il faut donc définir avec précision une méthode et des objectifs qui s'inscrivent dans un cadre géographique. Il faut chercher à s'abstraire quelque peu des lois du général et des régularités spatiales, sans pour autant renvoyer l'approche par en haut et l'approche par en bas dos à dos... Ainsi, Emmanuelle Bonerandi revient sur ses travaux réalisés en Thiérache. Son but était de mettre en évidence le vécu et l'appréhension de la crise dans un espace où celle-ci se lit tant dans les paysages, dans les statistiques que dans les discours... L'analyse des mesures prises par les élus, ainsi que les opérations de développement peuvent être rattachées au développement local, à la mode à partir du début des années 1980. Ses enquêtes de terrain l'ont conduite à interroger un échantillon de 150 maires, sur un total de 300, et à les faire parler à partir d'une trame, d'un questionnaire ouvert soigneusement établi ; un seul lui a ouvertement parlé de développement local ! Ce silence peut s'expliquer par une indifférence des élus face à un terme d'aménageurs qu'ils ne se sont pas approprié, ou par incapacité à se projeter dans l'avenir du fait de l'urgence quotidienne de la gestion de la crise. Un tel résultat n'aurait sûrement pas pu advenir sans le recours à une méthode d'enquête directe auprès des

élus. Une telle approche permet de travailler à très grande échelle. Le danger est bien sûr l'enfermement qui menace et le syndrome du « microscope » qui conduirait à exalter le particulier et l'exceptionnel tout en perdant contact avec le général et les problématiques plus larges. Il faut donc savoir revenir au général : en quoi ce local interroge-t-il les mécanismes généraux d'analyse spatiale ?... Cette approche est de loin la plus importante aux yeux d'Emmanuelle Bonerandi. 3 & 4 - Le local est aussi une pratique et une idéologie qui reposent sur l'idée généralement admise que *small is beautiful*. Une telle conception naît dans les années 1960 et 1970, en réaction à la gestion centralisée et centralisatrice de l'après guerre. On revendique désormais, le développement par le bas, le développement autocentré, voire l'autogestion (à l'image de ce qui a été fait dans le Larzac) autour de courants associatifs solidement structurés comme les Jeunesses Agricoles Chrétiennes (JAC), les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC) ou le courant de l'éducation populaire ; ces idées ont largement été diffusées dans les pays développés (« riches ») par les coopérants de retour de leur mission ou de leur service militaire, favorisant le développement du courant tiers-mondiste. C'est l'époque où l'on commence à envisager différemment les rapports au centre et les relations au pouvoir. Cela se traduit politiquement par la décentralisation administrative qui aboutira en 1982 aux lois Defferre. On cherche ainsi à promouvoir la gestion locale qui va de paire avec le développement respectueux des sociétés et des territoires. Le cadre juridique idéal est celui de la contractualisation (qui s'épanouit souvent dans le cadre des contrats de plan Etat-Région, de l'intercommunalité, ou de structures associatives). De nouvelles formes de co-construction voient le jour autour de la notion de gouvernance locale. On négocie, on se concerte et on décide parfois entre acteurs locaux de différents horizons. On prône la représentation tripartite de la société, entre élus politiques, acteurs économiques et représentants associatifs. Là encore, il est souvent difficile de déterminer ce qui relève de la seule sphère locale. Qui plus est, l'étude de ces formes de local relève peut être autant, voire plus, de la sociologie, des sciences politiques... que de la géographie. Même s'il on peut, et doit, s'interroger sur le rôle que doit jouer la discipline dans cette analyse, la géographie est toujours nécessaire pour comprendre les recompositions territoriales.

En conclusion, Emmanuelle Bonerandi revient sur les courants actuels qui s'intéressent au local en géographie urbaine, et plus seulement en géographie rurale. Elle rappelle les risques de cette approche qui consisterait, une fois sur le terrain, à oublier l'environnement plus large, notamment la sphère nationale dans les pays où l'Etat est fortement constitué. L'approche locale n'est qu'un mode d'appréhension parmi d'autres qu'il ne faut pas refuser...

## **débats**

C'est sur ces mots qu'Emmanuelle Bonerandi achève son exposé laissant la parole au public pour poser des questions. Marie-Christine Doceul ouvre la discussion en s'interrogeant sur le nouveau programme des classes de Seconde : les études de cas inscrites dans les textes ne relèvent-ils pas de ce renouveau du local dans la géographie générale ? Selon notre intervenante, les études de cas se rapprochent du local ; c'est une façon plus concrète, plus réaliste, d'étudier des problèmes généraux et leur ancrage dans le local : cela permet de saisir la complexité des décisions d'aménagement et les rapports d'échelle, centraux en géographie.

Julie Le Gall s'interroge sur la façon dont la sphère locale appréhende le géographe : comment les élus, les populations... se comportent-ils face au géographe sur le terrain ? Y a-t-il une certaine méfiance à son égard ? Il y a effectivement une sorte de méfiance et il est parfois difficile de mener une enquête. Le travail sur le terrain ne passe pas forcément par l'enquête frontale ; on peut aussi étudier les « rites d'interaction », pour reprendre l'expression du

sociologue Erving Goffmann, qui se matérialisent souvent au niveau local. C'est ce qu'a fait Michel Lussault en étudiant les réunions d'enquête publique sur les projets urbains, notamment à Tours, ou Romain Lajarge dans sa thèse sur les Parcs Naturels Régionaux en Rhône-Alpes. Ce dernier a ainsi mis en évidence que certains participants à ces réunions, très impliqués dans ces procédures, n'hésitaient pas à faire plusieurs centaines de kilomètres pour y participer, sans forcément chercher à prendre la parole. Cela montre comment on peut vivre un espace et s'y impliquer, en tant qu'acteur, et non plus simplement comme agent ou simple usager-habitant. Est-ce qu'une telle approche relève encore de la géographie ? Selon notre intervenante, ce n'est pas sûr ; cependant, cette démarche permet d'envisager les problèmes de confrontations et de conflits d'acteurs, qui sont bien du rôle du géographe s'ils sont liés à un espace.

Gérard Fabre pose la question des entreprises et de leur rôle à l'échelle locale dans un cadre de mondialisation ? Emmanuelle Bonerandi dans le cadre de ses travaux sur la Thiérache a été amenée à questionner des entrepreneurs. Derrière les discours convenus des DRH rencontrés, il existe quelques entreprises citoyennes qui ont un message local dans le cadre d'un bassin d'emplois, mais généralement, les choix des entreprises sont souvent déterminés par des stratégies qui tiennent plus des intérêts de l'entreprise que ceux de la région. Cependant, on note un intérêt des entrepreneurs pour les conditions d'installation faites par les élus locaux et une mise en concurrence des potentialités des territoires. Ils attachent ainsi un intérêt certain à des mesures telles que les exonérations fiscales, l'aménagement d'infrastructures d'accueil (bâtiments ou voies d'accès).

Quel crédit peut-on accorder aux discours ? Est-il possible de les étudier de manière objective ? Toute analyse comporte une part de subjectivité, même l'analyse quantitative qui nécessite de déterminer des seuils. Cependant, afin de mener des réponses pertinentes, il faut s'approcher au maximum de l'objectivité. Certains logiciels utilisés par les sociologues permettent par exemple de déterminer les occurrences de certains thèmes pris dans un contexte afin d'établir précisément les contenus conceptuels des discours. Cela permet de donner une légitimité scientifique à ce type d'approche. Emmanuelle Bonerandi pour sa part n'a pas utilisé de tels logiciels, mais l'analyse récurrente des entretiens conduit à dégager des thèmes qui se recoupent et deviennent généralisables. L'étude des discours constitue une approche parmi d'autres.

Comment peut-on délimiter le local et en tracer une frontière ? A partir de quel niveau quitte-t-on l'échelle locale ? Il n'y a pas de métrique stricte du local, qui est plus ou moins lié aux découpages administratifs (le quartier, la commune, le canton...). Il est souvent plus intéressant d'interroger les marges aux contours flous que les centres... L'approche locale s'intéresse plus à des processus d'organisation spatiale qu'à la taille de ces espaces. La politique des pays, initiée par la loi Pasqua et renforcés par la loi Voynet relatives à l'aménagement du territoire, tend dans sa traduction administrative à organiser le territoire selon des regroupements de 4 à 6 cantons. Cela pose la question de l'optimum territorial, de la taille optimale de la maille. Mais le but n'est pas d'avoir un nouveau maillage, et surtout pas de trouver la taille idéale qui n'existe pas... Emmanuelle Bonerandi soutient que, plus il y a de mailles, mieux c'est : cela permet de multiplier les initiatives et les opportunités pour les communes qui pourront successivement s'adresser aux différentes structures intercommunales, ou aux différents niveaux administratifs. Elle milite pour la complexité territoriale propice au développement des territoires.

Une question porte sur les terrains d'application de l'approche locale : longtemps, le local était surtout développé chez les ruralistes. Peut-on faire du local en géographie urbaine ? Même si la tradition a fait du local une approche privilégiée des ruralistes, cela reste surtout une manière de se représenter les liens entre la société et l'espace. Ces interrogations sont aussi pertinentes en ville qu'à la campagne, et il n'y a donc pas de différences fondamentales entre la géographie rurale et la géographie urbaine.

### **Indications bibliographiques :**

- Autrement (collectif), 1983, *Le local dans tous ses Etats - Décentralisation et développement : la grande bataille du septennat*, Paris, série Mutations, 47-83.
- Bachelard P., dir., 1993, *Les acteurs du développement local*, Paris, L'Harmattan.
- Bonerandi E., 2000, « Le recours à l'enquête pour l'investigation du territoire local », in *Actes du colloque Des campagnes « vivantes », un modèle pour l'Europe ?*, Nantes, 15-19 mai 2000, Presses Universitaires de Rennes.
- Bonerandi E., 1999, *Devenir des espaces ruraux en crise et élus locaux - l'exemple de la Thiérache*, thèse de géographie, Université de Paris 1, 586 p.
- Bourdin A., 2000, *La question locale*, PUF, 256 p.
- Cahiers du Lerass (collectif), 1990, *Les territoires incertains du local*, Toulouse, n°20 et 21.
- Demazière C., 1996, *Du local au global - les initiatives pour le développement économique en Europe et en Amérique*, Paris, L'Harmattan.
- Di Méo G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, paris, Nathan, coll. Géographie, 320 p.
- Giraut F., Vanier M., 1999, « Plaidoyer pour la complexité territoriale », in Gerbaux F., dir., *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?*, éd. de l'Aube, p.143-172 ;
- Greffe X., 1989, *Décentraliser l'emploi : les initiatives locales de développement*, paris, Economica.
- Lajarge R., 2000, *Territorialités intentionnelles. Des projets à la création des Parcs naturels régionaux (Chartreuse et Monts d'Ardèche)*, thèse de géographie, Université J.Fourier, Grenoble 1, 663 p.
- Lussault M., 1996, *L'espace en actions. De la dimension spatiale des politiques urbaines*, Habilitation à diriger des recherches, Tours, vol. 1, 296 p.
- Mabileau A., 1994, *Le système local en France*, Paris, Montchrestien.
- Mabileau A., dir., 1993, *A la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan.
- Mengin J., Masson G., 2000, *Guide du développement local et du développement social*, Paris, L'Harmattan.
- Pecqueur B., 2000, *Le développement local*, Paris, Syros.
- Vachon B., 1993, *Le développement local : théorie et pratique - réintroduire l'homme dans la logique de développement*, Québec, Gaëtan Morin.

Compte-rendu : Yann Calbérac et Marie-Christine Doceul (relu et amendé par Emmanuelle Bonerandi)